

Évolutions monétaires à la Martinique au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE TOUJOURS DYNAMIQUE

L'activité bancaire martiniquaise demeure bien orientée au premier semestre 2017, comme en témoigne la hausse des encours de crédits et celle des dépôts collectés.

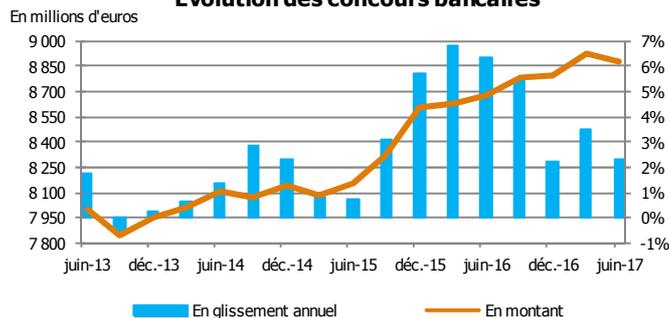
La **distribution de crédits** reste soutenue, en dépit d'un léger repli en fin de semestre (-1,3 % entre mars et juin). L'encours sain s'établit à 8,9 milliards d'euros, en hausse de 2,3 % sur un an et de 0,9 % sur six mois. Cette évolution annuelle est à la fois due aux entreprises et aux ménages, puisque quasiment toutes les composantes de l'encours s'inscrivent à la hausse (+4,8 % sur les crédits d'investissement des entreprises, +2,9 % sur les crédits à l'habitat des ménages, +1,8 % sur les crédits immobiliers des entreprises, etc.).

À 7,5 milliards d'euros, les **actifs financiers** progressent de 3,3 % sur un an et de 0,8 % sur six mois. Les entreprises et les ménages continuent de privilégier les actifs les plus liquides, compte tenu de la faiblesse des taux de rémunération, tant de l'épargne réglementée, que des placements de marché. Dans ces conditions, les dépôts à vue affichent une croissance importante de 10,6 % sur un an. Parallèlement, l'épargne à long terme est également orientée à la hausse (+2,4 % sur douze mois), notamment l'assurance-vie qui progresse de 3,2 % sur un an (après +4,4 % en juin 2016 et +5,1 % en juin 2015).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires

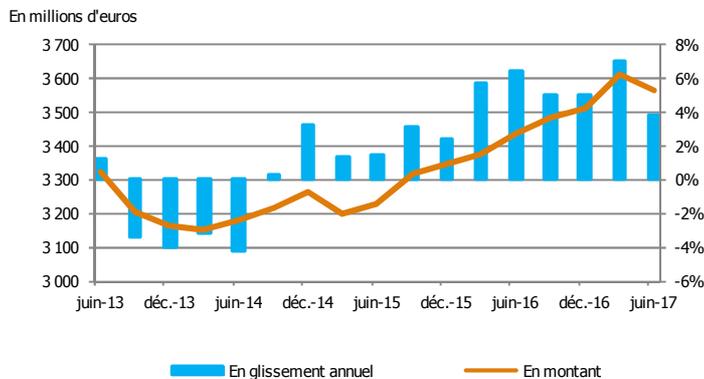


LA DISTRIBUTION DE CRÉDITS RESTE SOUTENUE

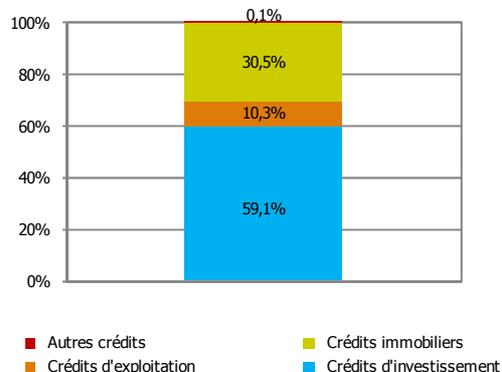
Nouvelle hausse des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises s'établit à 3,6 milliards d'euros au 30 juin 2017, enregistrant ainsi une hausse significative de 3,8 % sur un an, et de 1,6 % sur six mois. Il constitue 40,2 % de l'encours sain total.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



Première composante de l'encours des entreprises (59,1 %), les **crédits d'investissement** affichent une belle progression sur un an (+4,8 %), tirés à la hausse par les crédits à l'équipement (+5,6 % sur un an).

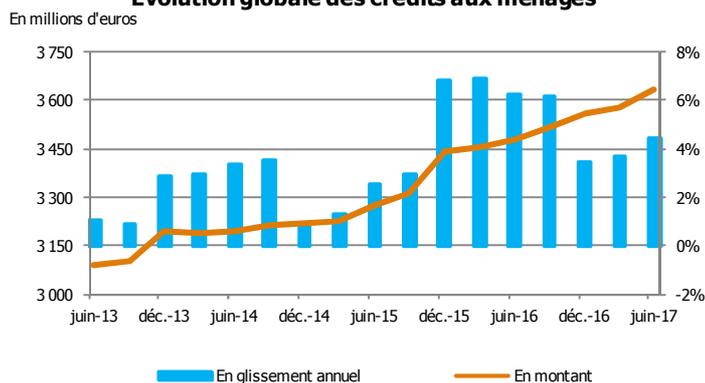
Pour leur part, les **crédits immobiliers**, bien orientés, progressent de 1,8 % sur un an. Pour mémoire, après avoir marqué le pas durant plusieurs trimestres, ils avaient enregistré une hausse significative en fin d'année 2016 (+2,0 %).

Enfin, les **crédits d'exploitation** contribuent également à la croissance de l'encours des entreprises. Ils gagnent 4,1 % sur un an, portés par les comptes ordinaires débiteurs (+19,4 %). Les crédits de trésorerie, quant à eux, demeurent stables (-0,3 %). Les créances commerciales et l'affacturage, certes moins significatifs dans le total des crédits d'exploitation (respectivement 5,0 % et 9,2 %), s'inscrivent en recul sur un an (-10,9 % et -6,5 %).

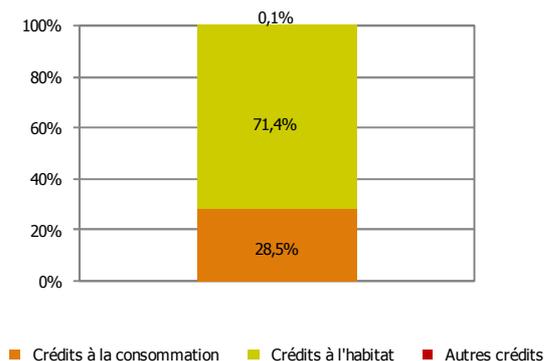
Croissance des crédits aux ménages

Les **financements accordés aux ménages** s'élèvent à 3,6 milliards d'euros, soit 40,9 % de l'encours sain total. Ils progressent ainsi de 4,4 % sur un an, et de 2,2 % sur six mois.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Les **crédits à l'habitat** continuent de croître à un bon rythme, soit +2,9 % sur un an, après +2,3 % en décembre 2016. Ce rythme reste cependant bien inférieur à celui observé quelques années auparavant (par exemple +5,6 % en décembre 2015), signe d'un marché relativement mature. Pour autant, les conditions de financement demeurent avantageuses, en dépit d'une amorce de remontée des taux.

La hausse de l'encours total s'explique également par celle des **crédits à la consommation**, qui connaissent une croissance vigoureuse (+8,3 % sur un an). Pour mémoire, les crédits à la consommation sont repartis à la hausse fin 2014, après plusieurs années de stagnation, voire de repli. Dans le détail, les crédits de trésorerie progressent (+9,7 %), alors que les découverts et le crédit-bail se contractent (respectivement -7,3 % et -31,5 % sur un an).

Stabilisation des crédits aux collectivités locales

L'encours sain de crédits aux collectivités locales atteint 1,2 milliard d'euros, soit 13,7 % de l'encours sain total. Il est stable sur un an (+0,1 %).

L'évolution des crédits aux collectivités locales est cependant contrastée par nature. Les **crédits d'investissement**, principale composante pour ce segment de clientèle (98,0 % des crédits), augmentent de 1,4 % (en lien avec le prêt de 100 millions d'euros accordé par l'AFD à la Collectivité Territoriale de Martinique fin 2016). Pour leur part, les **crédits d'exploitation** affichent un recul conséquent (-38,8 %).

L'encours douteux en hausse

Contrastant avec la tendance générale baissière observée depuis deux ans, les **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) affichent une hausse conséquente de 9,1 %. Elles s'élèvent ainsi à 559 millions d'euros (+47 millions d'euros par rapport à juin 2016). Pour autant, cette évolution ne traduit pas une dégradation globale de la sinistralité de la place. Pour sa part, le **taux de provisionnement** diminue à 52,1 % (-5,8 points sur un an).

LA COLLECTE, EN PARTICULIER DES ACTIFS LIQUIDES, PROGRESSE

Les **actifs financiers détenus par les agents économiques** atteignent 7,5 milliards d'euros à fin juin 2017. Ils progressent ainsi de 3,3 % sur un an, après +3,6 % fin 2016.

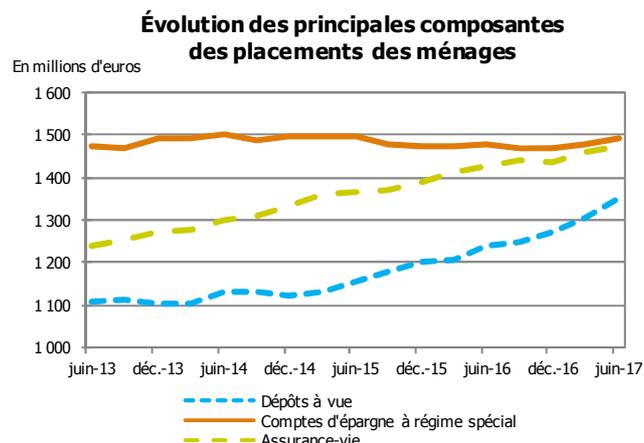
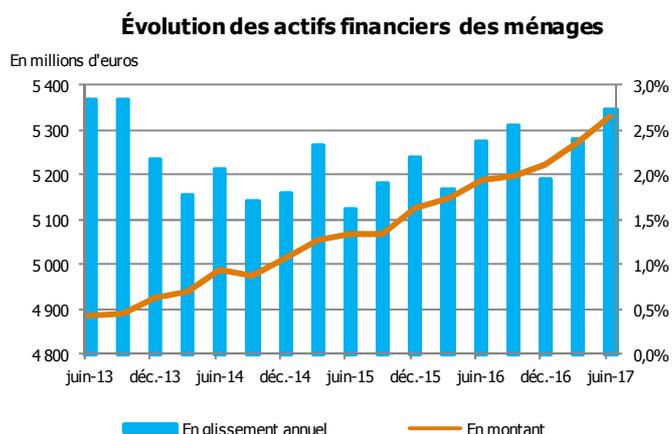
Dans un contexte de taux d'intérêt faibles, voire négatifs sur certains placements de marché, ce sont les actifs les plus liquides qui ont les faveurs des agents. Ainsi, les **dépôts à vue**, qui observent depuis 2014 une nette tendance à la hausse, augmentent de 10,6 % sur la dernière année.

Dans une moindre mesure, **l'épargne à long terme** demeure également bien orientée (+2,4 % sur un an). L'assurance-vie, en particulier, demeure attractive (+3,2 %).

S'agissant des **placements liquides ou à court terme**, les évolutions s'avèrent plus contrastées. L'épargne réglementée résiste assez bien (+0,4 % sur un an), alors que les placements de marché ne cessent de reculer (-14,2 %).

Vigueur de l'épargne des ménages

Les **ménages** détiennent 5,3 milliards d'euros, soit 70,1 % des actifs collectés sur la place martiniquaise. Leur épargne croît de 2,7 % sur un an, et de 2,1 % sur six mois.



Les actifs des ménages sont, depuis quelques années, tirés à la hausse par les **dépôts à vue**. La baisse des taux de rémunération des produits d'épargne et des placements, réduisant leur attractivité, a conduit à une certaine prédilection des agents pour les dépôts à vue. En glissement annuel, ces derniers augmentent de 9,0 % à fin juin 2017, après +5,9 % à fin décembre 2016.

Principaux produits pénalisés par le changement de comportement des ménages, les **placements liquides ou à court terme** accusent un repli de 1,1 % sur un an. Compte tenu du passage à des taux durablement négatifs, notamment des taux Euribor, les placements indexés sur les taux de marché sont les plus touchés (-18,6 % en global, et -19,5 % en particulier pour les comptes créditeurs à terme). S'agissant de l'épargne réglementée, les livrets ordinaires et les livrets de développement durable

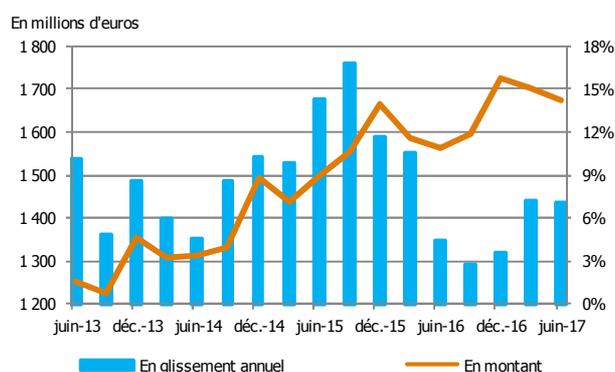
sont les seuls à s'inscrire en hausse (respectivement +1,6 % et +4,3 %). En global, les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent une faible hausse de 0,8 %.

Pour sa part, **l'épargne à long terme** continue de croître (+2,1 % sur un an). L'assurance-vie gagne 3,3 % et demeure l'un des placements préférés des ménages ; elle représente 27,8 % des actifs, toutes maturités confondues (soit +1,7 point sur les trois dernières années). Dans une moindre mesure, les plans d'épargne logement augmentent de 1,0 %.

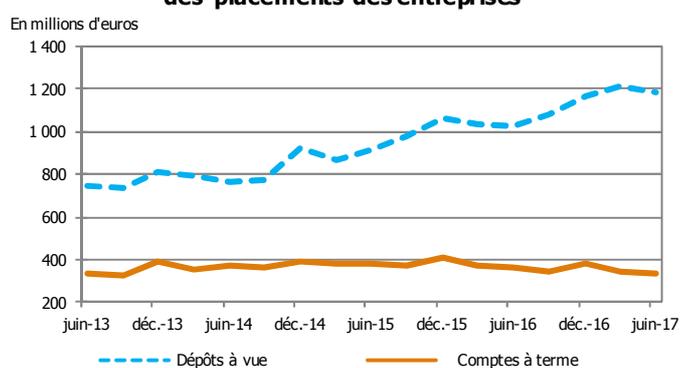
Croissance des actifs des entreprises

Les **avoirs des entreprises** s'établissent à 1,7 milliard d'euros, soit 22,3 % des dépôts collectés sur la place martiniquaise. Ils progressent de 7,1 % sur un an, malgré un recul sensible sur les six derniers mois (-3,0 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



La croissance des **dépôts à vue** des entreprises s'accélère (+15,8 % sur un an, après +10,4 % à fin décembre 2016). **L'épargne à long terme** enregistre également une hausse conséquente (+12,0 %), bien que demeurant peu significative sur ce segment de clientèle (3,4 % de leurs avoirs).

À l'inverse, les **placements liquides ou à court terme** chutent (-11,7 % sur un an, et -18,3 % sur deux ans). Comme pour les ménages, ce sont les placements indexés sur les taux de marché qui pâtissent le plus de la baisse des taux. Sur les douze derniers mois, les comptes créditeurs à terme se replient de 6,7 %, les OPCVM monétaires de 34,2 %.

Repli des actifs des autres agents

Contrairement aux ménages et aux entreprises, les **autres agents** (administrations privées, administrations de sécurité sociale, etc.) enregistrent une contraction de leurs actifs. Ces derniers s'élèvent à 0,5 milliard d'euros, soit 6,6 % des dépôts collectés sur la place.

La hausse observée sur les **dépôts à vue** (+0,5 % sur un an) et sur **l'épargne à long terme** (+6,4 %) ne permet pas de compenser le recul des **placements liquides ou à court terme** (-10,2 %), notamment des produits de marché (-14,9 %).

MÉTHODOLOGIE

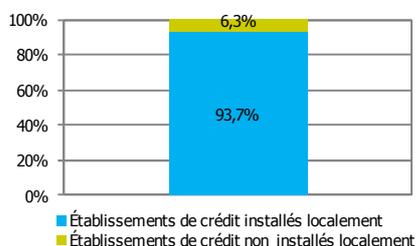
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

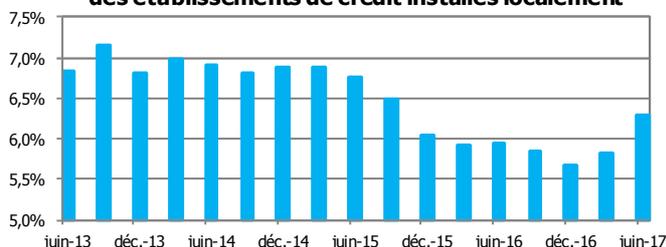
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	541,2	456,5	365,6	355,8	385,3	327,2	414,5	370,4	13,2%	4,1%
<i>Créances commerciales</i>	23,1	19,2	18,7	21,0	21,1	16,2	14,1	18,7	15,7%	-10,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	179,7	158,6	160,0	196,8	205,1	196,6	196,4	196,3	-0,2%	-0,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	39,6	38,7	37,6	37,2	36,9	39,7	39,6	40,0	0,8%	7,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	298,7	242,7	145,6	101,6	122,8	71,6	167,8	121,4	69,5%	19,4%
<i>Affecturage</i>	39,7	36,1	41,3	36,3	36,3	42,8	36,2	34,0	-20,7%	-6,5%
Crédits d'investissement	1 616,4	1 614,3	1 749,4	2 009,4	2 013,3	2 090,2	2 114,6	2 106,4	0,8%	4,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 433,6	1 435,6	1 558,1	1 799,4	1 807,0	1 884,1	1 917,2	1 900,5	0,9%	5,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	73,3	68,2	39,8	38,6	39,5	39,3	38,8	37,5	-4,7%	-3,0%
<i>Crédit-bail</i>	182,8	178,8	191,3	210,0	206,3	206,1	197,5	205,9	-0,1%	-1,9%
Crédits immobiliers	1 123,2	1 074,7	1 075,7	1 067,6	1 078,0	1 091,3	1 082,3	1 086,8	-0,4%	1,8%
Autres crédits	43,3	36,9	39,3	3,0	3,0	2,4	2,4	2,4	0,1%	-19,2%
Encours sain	3 324,1	3 182,4	3 230,0	3 435,8	3 479,6	3 511,2	3 613,9	3 566,0	1,6%	3,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	853,8	841,9	867,1	956,3	971,7	997,6	1 005,5	1 035,3	3,8%	8,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	774,9	766,7	794,2	895,3	910,9	942,4	951,9	982,4	4,2%	9,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,4	50,1	52,8	46,1	47,1	42,6	42,3	42,8	0,3%	-7,3%
<i>Crédit-bail</i>	31,5	25,2	20,1	14,9	13,7	12,6	11,3	10,2	-18,9%	-31,5%
Crédits à l'habitat	2 237,6	2 352,6	2 409,1	2 522,0	2 539,5	2 557,3	2 571,7	2 596,2	1,5%	2,9%
Autres crédits	1,1	0,8	0,6	1,7	1,6	1,7	1,4	2,0	19,1%	18,6%
Encours sain	3 092,4	3 195,3	3 276,8	3 480,0	3 512,8	3 556,5	3 578,5	3 633,5	2,2%	4,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	27,8	29,6	34,6	39,3	37,2	20,2	40,7	24,1	18,9%	-38,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	24,2	25,0	33,5	39,2	37,1	19,6	40,6	24,0	22,5%	-38,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,6	4,6	1,1	0,1	0,0	0,6	0,2	0,0	-96,6%	-72,8%
Crédits d'investissement	1 171,2	1 104,5	1 131,4	1 178,6	1 164,2	1 239,7	1 223,1	1 195,1	-3,6%	1,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 171,1	1 104,5	1 131,3	1 178,5	1 164,1	1 239,6	1 223,1	1 195,1	-3,6%	1,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	3,5	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	1 202,5	1 138,6	1 166,0	1 217,9	1 201,4	1 259,9	1 263,9	1 219,2	-3,2%	0,1%
Autres agents										
Encours sain	375,8	584,8	484,2	516,1	557,9	469,0	471,0	457,9	-2,4%	-11,3%
TOTAL										
Encours sain	7 994,8	8 101,1	8 157,0	8 649,8	8 751,8	8 796,6	8 927,3	8 876,6	0,9%	2,6%
<i>dont ECNIL</i>	735,1	706,1	611,3	581,3	570,6	577,3	565,2	558,7	-3,2%	-3,9%
Créances douteuses brutes	554,7	598,3	593,5	582,5	578,9	562,8	584,7	625,8	11,2%	7,4%
<i>dont ECIL</i>	532,4	549,4	546,8	511,9	508,7	493,1	515,9	558,5	13,3%	9,1%
Créances douteuses nettes	241,8	284,7	272,3	286,0	288,6	277,6	295,0	334,8	20,6%	17,1%
<i>dont entreprises</i>	160,9	179,9	166,4	145,0	147,1	134,3	153,4	196,8	46,5%	35,8%
<i>dont ménages</i>	69,2	73,3	74,2	83,9	85,2	83,8	85,6	82,6	-1,4%	-1,4%
Provisions	313,0	313,6	321,2	296,6	290,3	285,2	289,6	291,0	2,0%	-1,9%
Encours total	8 549,6	8 699,4	8 750,5	9 232,4	9 330,7	9 359,4	9 512,0	9 502,4	1,5%	2,9%
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,5%	6,9%	6,8%	6,3%	6,2%	6,0%	6,1%	6,6%	0,6 pt	0,3 pt
<i>dont ECIL</i>	6,8%	6,9%	6,8%	6,0%	5,9%	5,7%	5,8%	6,3%	0,6 pt	0,3 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	56,4%	52,4%	54,1%	50,9%	50,1%	50,7%	49,5%	46,5%	-4,2 pt	-4,4 pt
<i>dont ECIL</i>	58,8%	57,1%	58,7%	57,9%	57,1%	57,8%	56,1%	52,1%	-5,7 pts	-5,8 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises	1 253,1	1 310,7	1 498,5	1 564,3	1 596,7	1 726,5	1 701,7	1 674,8	-3,0%	7,1%
Dépôts à vue	741,5	762,8	914,2	1 022,2	1 079,6	1 169,3	1 208,6	1 183,9	1,3%	15,8%
Placements liquides ou à court terme	459,3	494,1	531,0	491,2	454,5	496,4	438,4	433,8	-12,6%	-11,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	8,6	29,3	52,5	51,1	48,2	54,9	43,5	48,6	-11,6%	-4,9%
Placements indexés sur les taux de marché	450,7	464,9	478,5	440,1	406,3	441,5	395,0	385,2	-12,8%	-12,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>330,4</i>	<i>368,4</i>	<i>378,4</i>	<i>361,2</i>	<i>346,1</i>	<i>385,3</i>	<i>346,1</i>	<i>337,0</i>	<i>-12,5%</i>	<i>-6,7%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>115,4</i>	<i>86,3</i>	<i>78,7</i>	<i>68,0</i>	<i>54,4</i>	<i>52,7</i>	<i>46,0</i>	<i>44,7</i>	<i>-15,2%</i>	<i>-34,2%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>4,5</i>	<i>9,8</i>	<i>21,3</i>	<i>10,9</i>	<i>5,9</i>	<i>3,5</i>	<i>2,9</i>	<i>3,5</i>	<i>0,0%</i>	<i>-68,2%</i>
Épargne à long terme	52,4	53,7	53,3	50,9	62,7	60,8	54,6	57,1	-6,2%	12,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>18,7</i>	<i>18,8</i>	<i>19,2</i>	<i>19,1</i>	<i>30,4</i>	<i>26,3</i>	<i>25,4</i>	<i>27,5</i>	<i>4,6%</i>	<i>44,5%</i>
Ménages	4 888,0	4 989,1	5 069,9	5 190,5	5 198,8	5 224,4	5 271,8	5 331,9	2,1%	2,7%
Dépôts à vue	1 107,6	1 129,0	1 154,9	1 238,1	1 249,9	1 272,0	1 302,2	1 349,0	6,1%	9,0%
Placements liquides ou à court terme	1 688,9	1 694,6	1 676,1	1 639,5	1 622,2	1 616,7	1 617,2	1 621,7	0,3%	-1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 473,2	1 501,4	1 495,5	1 478,0	1 468,4	1 469,4	1 475,5	1 490,2	1,4%	0,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>508,1</i>	<i>512,9</i>	<i>501,0</i>	<i>496,9</i>	<i>495,5</i>	<i>492,2</i>	<i>498,3</i>	<i>504,9</i>	<i>2,6%</i>	<i>1,6%</i>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>588,2</i>	<i>602,7</i>	<i>598,1</i>	<i>580,3</i>	<i>574,6</i>	<i>577,0</i>	<i>575,7</i>	<i>580,2</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,0%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>13,5</i>	<i>13,6</i>	<i>13,6</i>	<i>13,9</i>	<i>13,7</i>	<i>13,7</i>	<i>13,5</i>	<i>13,4</i>	<i>-1,6%</i>	<i>-3,1%</i>
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	<i>58,4</i>	<i>50,9</i>	<i>50,2</i>	<i>48,8</i>	<i>48,2</i>	<i>48,5</i>	<i>47,8</i>	<i>47,0</i>	<i>-2,9%</i>	<i>-3,6%</i>
<i>dont livrets de développement durable</i>	<i>183,8</i>	<i>202,9</i>	<i>217,6</i>	<i>226,3</i>	<i>225,9</i>	<i>228,6</i>	<i>231,5</i>	<i>236,1</i>	<i>3,3%</i>	<i>4,3%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>121,2</i>	<i>118,5</i>	<i>115,2</i>	<i>111,8</i>	<i>110,5</i>	<i>109,5</i>	<i>108,7</i>	<i>108,5</i>	<i>-0,9%</i>	<i>-3,0%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	215,7	193,2	180,6	161,6	153,9	147,3	141,6	131,5	-10,7%	-18,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>196,5</i>	<i>176,0</i>	<i>164,3</i>	<i>146,2</i>	<i>139,2</i>	<i>133,2</i>	<i>127,3</i>	<i>117,6</i>	<i>-11,7%</i>	<i>-19,5%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>-37,5%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>18,1</i>	<i>16,1</i>	<i>15,1</i>	<i>14,3</i>	<i>13,6</i>	<i>13,3</i>	<i>13,6</i>	<i>13,2</i>	<i>-1,4%</i>	<i>-7,8%</i>
Épargne à long terme	2 091,4	2 165,5	2 239,0	2 312,8	2 326,7	2 335,8	2 352,5	2 361,3	1,1%	2,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>536,3</i>	<i>549,9</i>	<i>581,5</i>	<i>612,3</i>	<i>610,8</i>	<i>624,7</i>	<i>620,6</i>	<i>618,5</i>	<i>-1,0%</i>	<i>1,0%</i>
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	<i>62,7</i>	<i>58,6</i>	<i>55,3</i>	<i>51,7</i>	<i>49,9</i>	<i>48,7</i>	<i>46,9</i>	<i>45,6</i>	<i>-6,4%</i>	<i>-11,9%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>5,1</i>	<i>5,8</i>	<i>6,2</i>	<i>6,7</i>	<i>7,5</i>	<i>7,1</i>	<i>7,4</i>	<i>7,8</i>	<i>9,2%</i>	<i>17,0%</i>
<i>dont portefeuilles-titres</i>	<i>192,9</i>	<i>194,5</i>	<i>178,0</i>	<i>171,0</i>	<i>172,2</i>	<i>176,9</i>	<i>172,3</i>	<i>171,7</i>	<i>-2,9%</i>	<i>0,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>56,4</i>	<i>55,3</i>	<i>50,6</i>	<i>43,5</i>	<i>45,7</i>	<i>43,8</i>	<i>43,8</i>	<i>42,5</i>	<i>-3,1%</i>	<i>-2,3%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 238,0</i>	<i>1 301,3</i>	<i>1 367,4</i>	<i>1 427,7</i>	<i>1 440,6</i>	<i>1 434,6</i>	<i>1 461,4</i>	<i>1 475,2</i>	<i>2,8%</i>	<i>3,3%</i>
Autres agents	413,0	377,8	416,7	502,6	484,5	486,7	487,4	491,2	0,9%	-2,3%
Dépôts à vue	207,6	202,1	230,7	329,9	314,3	321,8	325,0	331,5	3,0%	0,5%
Placements liquides ou à court terme	171,7	152,1	154,9	144,9	140,6	136,6	133,8	130,2	-4,7%	-10,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	38,5	54,9	64,6	69,1	65,9	65,1	66,5	65,7	0,9%	-5,0%
Placements indexés sur les taux de marché	133,3	97,2	90,3	75,8	74,7	71,6	67,4	64,5	-9,9%	-14,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>101,2</i>	<i>74,4</i>	<i>68,8</i>	<i>66,4</i>	<i>65,3</i>	<i>62,2</i>	<i>57,9</i>	<i>55,3</i>	<i>-11,0%</i>	<i>-16,7%</i>
Épargne à long terme	33,6	23,6	31,2	27,7	29,6	28,3	28,5	29,5	4,4%	6,4%
Total actifs financiers	6 554,1	6 677,6	6 985,2	7 257,4	7 280,0	7 437,6	7 460,9	7 497,9	0,8%	3,3%
Dépôts à vue	2 056,7	2 093,9	2 299,8	2 590,2	2 643,8	2 763,0	2 835,8	2 864,4	3,7%	10,6%
Placements liquides ou à court terme	2 320,0	2 340,8	2 361,9	2 275,6	2 217,3	2 249,7	2 189,4	2 185,6	-2,8%	-4,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 520,3	1 585,6	1 612,6	1 598,2	1 582,4	1 589,4	1 585,5	1 604,5	0,9%	0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>536,1</i>	<i>570,6</i>	<i>593,0</i>	<i>587,4</i>	<i>576,8</i>	<i>584,8</i>	<i>579,8</i>	<i>586,1</i>	<i>0,2%</i>	<i>-0,2%</i>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>607,1</i>	<i>629,0</i>	<i>623,0</i>	<i>609,9</i>	<i>607,2</i>	<i>604,3</i>	<i>604,0</i>	<i>613,1</i>	<i>1,5%</i>	<i>0,5%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>13,5</i>	<i>13,6</i>	<i>13,6</i>	<i>13,9</i>	<i>13,7</i>	<i>13,7</i>	<i>13,5</i>	<i>13,4</i>	<i>-1,6%</i>	<i>-3,1%</i>
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	<i>58,4</i>	<i>50,9</i>	<i>50,2</i>	<i>48,8</i>	<i>48,2</i>	<i>48,5</i>	<i>47,8</i>	<i>47,0</i>	<i>-2,9%</i>	<i>-3,6%</i>
<i>dont livrets de développement durable</i>	<i>183,9</i>	<i>202,9</i>	<i>217,6</i>	<i>226,3</i>	<i>226,0</i>	<i>228,6</i>	<i>231,6</i>	<i>236,2</i>	<i>3,3%</i>	<i>4,3%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>121,3</i>	<i>118,6</i>	<i>115,2</i>	<i>111,9</i>	<i>110,6</i>	<i>109,6</i>	<i>108,7</i>	<i>108,6</i>	<i>-0,9%</i>	<i>-2,9%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	799,7	755,2	749,3	677,4	634,9	660,3	603,9	581,2	-12,0%	-14,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>628,2</i>	<i>618,8</i>	<i>611,4</i>	<i>573,8</i>	<i>550,6</i>	<i>580,7</i>	<i>531,4</i>	<i>510,0</i>	<i>-12,2%</i>	<i>-11,1%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>-36,8%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>4,5</i>	<i>9,8</i>	<i>21,3</i>	<i>10,9</i>	<i>5,9</i>	<i>3,5</i>	<i>2,9</i>	<i>3,5</i>	<i>0,0%</i>	<i>-68,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>165,3</i>	<i>124,8</i>	<i>115,3</i>	<i>91,5</i>	<i>77,4</i>	<i>75,4</i>	<i>69,0</i>	<i>67,0</i>	<i>-11,1%</i>	<i>-26,8%</i>
Épargne à long terme	2 177,4	2 242,8	2 323,5	2 391,5	2 419,0	2 424,9	2 435,6	2 447,8	0,9%	2,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>536,6</i>	<i>550,2</i>	<i>581,8</i>	<i>612,6</i>	<i>611,2</i>	<i>625,0</i>	<i>621,0</i>	<i>618,9</i>	<i>-1,0%</i>	<i>1,0%</i>
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	<i>62,7</i>	<i>58,8</i>	<i>55,4</i>	<i>51,8</i>	<i>50,0</i>	<i>48,8</i>	<i>47,0</i>	<i>45,7</i>	<i>-6,4%</i>	<i>-11,9%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>5,1</i>	<i>5,8</i>	<i>7,2</i>	<i>6,7</i>	<i>7,5</i>	<i>7,1</i>	<i>7,4</i>	<i>7,8</i>	<i>9,2%</i>	<i>17,0%</i>
<i>dont actions</i>	<i>69,3</i>	<i>75,4</i>	<i>79,1</i>	<i>75,2</i>	<i>73,1</i>	<i>82,0</i>	<i>82,1</i>	<i>83,7</i>	<i>2,0%</i>	<i>11,4%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>176,0</i>	<i>162,6</i>	<i>146,8</i>	<i>138,1</i>	<i>144,4</i>	<i>142,7</i>	<i>132,8</i>	<i>131,5</i>	<i>-7,9%</i>	<i>-4,8%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>86,9</i>	<i>85,8</i>	<i>82,8</i>	<i>76,8</i>	<i>89,5</i>	<i>83,9</i>	<i>83,1</i>	<i>84,3</i>	<i>0,5%</i>	<i>9,8%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 240,8</i>	<i>1 304,3</i>	<i>1 370,4</i>	<i>1 430,5</i>	<i>1 443,4</i>	<i>1 435,4</i>	<i>1 462,2</i>	<i>1 476,0</i>	<i>2,8%</i>	<i>3,2%</i>

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : C. DORWLING-CARTER – Responsable de la rédaction : D. KASPER
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : octobre 2017